
REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL DE MANTERNACH

SEANCE PUBLIQUE DU 7 NOVEMBRE 2018

Date de l'annonce publique de la séance: 31.10.2018

Date de la convocation des conseillers: 31.10.2018

Présents:

HOFFMANN Jean-Pierre, bourgmestre

KLEIN-UNGEHEUER Alix, échevine

THEISEN Claude, échevin,

KLEIN-SEIL Henriette, LEHMANN ép. THOSS Marie-Rose, SCHRAM-PETRI Alice, MEHLEN Robert,
STEINMETZ-KRIER Isabelle, HELLERS Franky, conseillers

ROSEN Guy, secrétaire communal f.f.

Absents:

a) excusés : -/-

b) sans motif: -/-

Point de l'ordre du jour : 10
Délibération no. 114-2018

Allocation de vie chère

Le conseil communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la délibération du conseil communal no. 067-2009 du 19 octobre 2009 portant adaptation des primes d'encavement ;

Vu la délibération du conseil communal no. 061-2010 du 8 octobre 2010 portant création d'une allocation de solidarité ;

Considérant que le coût de la vie s'accroît constamment et risque d'aggraver les difficultés financières des personnes et ménages à revenu modeste ;

Considérant la hausse de la redevance eau destinée à la consommation ainsi que le redevance assainissement ;

Considérant qu'il importe d'adapter l'allocation de solidarité par une allocation de solidarité+ en faveur des ménages à revenu modeste ;

Considérant que les dispositions relatives aux modalités et conditions d'octroi de cette allocation de solidarité+ peuvent utilement s'inspirer des dispositions du règlement du Gouvernement en Conseil du 19 décembre 2008 portant création d'une allocation de vie chère ;

Vu la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti ;
Vu les dispositions du Livre II, Titre II, Chapitre II du Code du travail concernant le Salaire social minimum ;
Entendu les explications du collège des bourgmestre et échevins ;
Après avoir délibéré conformément à la loi

décide à l'unanimité des voix des membres présents

de créer une allocation de solidarité, s'appelant maintenant allocation de solidarité + avec :

Art. 1^{er}. L'administration communale accordera, sur demande, pour l'année 2019 une allocation de solidarité +.

Art. 2. Peut prétendre à l'allocation de solidarité + toute personne qui remplit les conditions suivantes :

- a) bénéficier d'un droit de séjour sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ;
- b) être domicilié sur le territoire de la commune de Manternach et y résider effectivement depuis le 1^{er} janvier de l'année de l'exercice à laquelle se rapporte la demande d'allocation de solidarité ;
- c) disposer seul ou ensemble avec les personnes qui vivent avec elle en communauté domestique d'un revenu annuel brut inférieur aux limites fixées à l'article 3 ci-après.

Sont présumées faire partie d'une communauté domestique toutes les personnes qui vivent dans le cadre d'un foyer commun et dont il faut admettre qu'elles disposent d'un budget commun.

Art. 3. Le revenu annuel global visé à l'article 2 c) ci-dessus ne doit pas dépasser trois mille cinq cent soixante euros pour une personne seule. Cette limite de revenu est augmentée de

- deux mille neuf cent soixante-quinze euros pour la deuxième personne et de
- cinq cent euros pour chaque personne supplémentaire dans le ménage.

Ces montants correspondent au nombre cent de l'indice pondéré au coût de la vie au 1^{er} janvier 1948. Ils sont adaptés annuellement

- à la cote d'application applicable au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle l'allocation est due suivant les modalités applicables aux traitements des fonctionnaires de l'Etat
- à toute variation du salaire social minimum.

Art. 4. Est considéré comme revenu annuel global au sens de l'article 3 ci-dessus, l'ensemble des revenus bruts annuels dont le demandeur seul ou la communauté domestique demanderesse a disposé pour l'année de calendrier précédant l'année au cours de laquelle l'allocation est demandée.

Sont notamment à déclarer :

- a) le revenu provenant d'un travail régulier ou généralement d'une activité professionnelle quelconque, à l'exception toutefois des indemnités et salaires gagnés par des enfants ouvrant droit à des allocations familiales ;
- b) les revenus de remplacement dus au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère ;
- c) les revenus de biens mobiliers et immobiliers (loyers etc.) ;
- d) les rentes et pensions ;
- e) les allocations ou prestations touchées d'un organisme public ou privé ;
- f) les pensions alimentaires.

Au cas où la situation de revenu effective de l'année de l'introduction de la demande a subi des changements significatifs par rapport à l'année de référence, il en sera tenu compte sur requête motivée de l'allocataire à

joindre obligatoirement à la demande d'allocation. Il en est de même en cas de changement de la communauté domestique.

Art. 5. L'allocation de solidarité est fixée à

- 1.000 € pour une personne seule ;
- 1.250 € pour une communauté de deux personnes ;
- 1.500 € pour une communauté de trois personnes ;
- 1.750 € pour une communauté de quatre personnes ;
- 2.000 € pour une communauté de cinq personnes et plus.

Art. 6. L'allocation est payée au cours de l'exercice budgétaire au cours duquel la demande a été introduite à l'administration communale. Les opérations de liquidation de l'allocation peuvent se prolonger jusqu'au 31 mars de l'année suivante. Passé cette date aucune allocation se rapportant à l'année précédente ne peut plus être liquidée.

Art. 7. L'allocation est versée au requérant. Elle n'est versée qu'une seule fois par année de calendrier.

Art. 8. Les allocations sont sujettes à restitution pour le cas où les aides sont obtenues par suite de fausses déclarations ou de renseignements inexacts.

Art. 9. Les décisions prises par le Collège des bourgmestre et échevins concernant l'octroi ou le rejet de l'allocation de solidarité sont susceptibles d'un recours devant le tribunal administratif, à former par requête signée d'un avocat inscrit à la liste I des tableaux dressés par les conseils des Ordres des avocats et à introduire dans les trois mois du jour où la décision a été notifiée au requérant ou du jour où le requérant a pu en prendre connaissance.

Art. 10. Le présent règlement entrera en vigueur pour l'année 2019, sous réserve d'approbation ministérielle et de publication au mémorial.

Art. 11. La présente délibération annule et remplace les délibérations actuellement en vigueur.

Ainsi délibéré en séance, date et lieu qu'en tête.

Suivent les signatures.

Pour expédition conforme, Manternach, le 13 février 2019.

Le bourgmestre,



Le secrétaire communal f.f.,



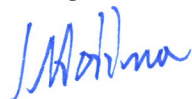
CERTIFICAT DE PUBLICATION

Conformément à l'article 82 de la loi communal du 13 décembre 1988, la présente délibération, point 10 de l'ordre du jour du conseil communal de Manternach du 7 Novembre 2018 est publiée et affichée dans toutes les sections de la commune de Manternach à partir du 14 février 2019 ainsi que dans le « Gemeengebuet », sur le site internet ou autres publications paraissant au moins quatre reprises dans toute la commune.

Manternach, le 13 février 2019

Pour l'Administration Communale

Le bourgmestre



le secrétaire communal f.f.

